

hommes d'affaires canadiens pour leur demander leur appui financier. C'est un placement dans la jeunesse du Canada. Une cotisation modeste en faveur des populations d'autres pays est une bonne façon de favoriser la bonne volonté et la compréhension internationales.

Le 19 septembre aura lieu la prochaine réunion régulière de l'Assemblée des Nations Unies. Lors de la dernière assemblée, le premier ministre (M. Diefenbaker), a dit ceci:

Ne quittons pas ce lieu sans emporter quelque espoir pour l'humanité. Disons plutôt aux populations que le pâle drapeau de la mort ne flottera pas encore une fois dans une guerre, et que la crainte se dissipera dans le cœur et dans l'esprit des hommes.

Un an s'est passé depuis ce discours et nous avons maintenant de plus grandes raisons de crainte qu'en septembre dernier. Il n'y a, en effet, pas lieu d'être gais ces jours-ci. Je dirai donc ceci. Ne quittons pas ce Parlement sans avoir entrepris quelque chose qui serve à raffermir l'espoir des Canadiens au sein de la communauté internationale.

M. Pitman: Monsieur le président, le Parlement reprend ses séances dans un état d'esprit excessivement sérieux, peut-être plus que cela ne s'est jamais produit depuis des années. Nous sommes beaucoup plus près d'une guerre ce soir que nous ne l'avons jamais été depuis 1945. Les déclarations du premier ministre, du ministre de la Défense nationale et du secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous ont donné un aperçu des faits. La crise de Berlin a, je crois, fait disparaître un mythe. Je parle de la croyance que nous pourrions avoir aux guerres restreintes à propos de questions d'intérêt vital pour les grandes puissances. Il y a quelques années, feu M. Dulles a appliqué une stratégie qui tenait les États-Unis aux bords de la guerre, la stratégie de la dissuasion. Puis les États-Unis en sont venus à croire qu'il serait possible que les guerres se fassent avec les armes conventionnelles, que personne ne serait assez inhumain pour se servir de l'arme ultime. Toutefois, nous nous rendons maintenant compte que la diplomatie appuyée sur la menace de guerre joue des deux côtés, et que le chantage peut s'exercer des deux côtés de la barricade, avec des superbombes et l'énormité de nos armes. Nous nous sommes rendu compte que les essais nucléaires, la menace de guerre nucléaire et la question de Berlin ne forment qu'une seule et même affaire. Ce soir, alors que nous siégeons ici, nous nous rendons compte qu'une erreur fatale pourrait nous détruire, qu'un appel téléphonique, qu'un doigt suspendu au-dessus d'un bouton nous séparent de l'annihilation complète. Je tremble d'effroi, monsieur le président, quand j'apprends jusqu'à

quel point le commandement aérien est préparé, qu'il est en alerte 24 heures par jour, que les bombardiers sont toujours dans les airs et qu'une attaque pourrait être lancée d'ici quelques secondes. La tension que crée cette situation me semble presque incroyable et dépasser peut-être ce que l'homme peut continuer à accepter. En fait, un homme a déclaré qu'il est mathématiquement sûr que si les choses demeurent comme elles sont, des bombes éclateront et peut-être plus tôt que nous ne voudrions le croire.

Nous sommes donc, ce soir, au bord de l'abîme, et nous faisons presque fi de la statistique que renferme le dernier volume sur la guerre nucléaire, c'est-à-dire que les États-Unis possèdent l'équivalent de dix tonnes de T.N.T. pour chaque homme, femme et enfant sur cette terre, c'est-à-dire assez pour détruire dix fois la population du globe. Peut-être le Canada pourrait-il faire un apport en continuant à signaler aux nations du monde l'horreur et l'atrocité qu'engendrerait une guerre nucléaire. Il est temps, je crois, que nous songions plus sérieusement à la guerre nucléaire et aussi aux moyens de gagner la guerre ou d'y survivre. Nous voulons, certes, faire tout ce qui est possible pour survivre et nous félicitons le gouvernement des propositions qu'il a formulées cet après-midi et que nous adopterons. Mais n'allons pas nous leurrer, des millions d'hommes périront.

Il est impossible d'étudier l'évolution de la question de Berlin depuis 1945 sans être frappé de sa complexité. Dans un sens, nous payons pour nos propres fautes. Nous nous souvenons tous qu'en 1945, alors que les armées alliées envahissaient l'Allemagne, certains ont déclaré que nous aurions dû continuer et capturer Berlin. Puis, par suite d'un changement de stratégie, et je ne crois pas qu'il soit nécessaire de blâmer qui que ce soit, il a été décidé de ne pas prendre Berlin. Par cette erreur, par ce manque de vues qui nous a empêchés de nous apercevoir que la stratégie à la fin de la dernière guerre fixerait les problèmes de la période d'après-guerre, nous nous sommes créé une foule de problèmes. Cependant, ce n'est pas dans les nuages de retombées radioactives que nous pourrions résoudre nos problèmes.

Il y a, je crois, deux choses qui pourraient déclencher la guerre, c'est-à-dire celle dont j'ai parlé, soit une erreur fatale, et aussi une simplification émotive. Il est important, me semble-t-il, que nous n'allions pas mésinterpréter l'histoire. Quand, à propos de la question de Berlin, nous évoquons le souvenir de Munich, nous nous méprenons. Certes, quand nous parlons de la Pologne, nous ne faisons absolument rien qui pourrait nous aider à comprendre la situation. Dommage qu'il ne